



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA

Quatrième trimestre 2010



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Sogué DIARISSO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courriers.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)



() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*



Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
PRINCIPAUX MESSAGES.....	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
1.1 – Activité économique dans le monde	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services.....	5
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires.....	5
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières.....	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux.....	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises.....	8
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux.....	8
II - CONJONCTURE INTERNE.....	9
2.1 – Secteur réel.....	9
2.1.1 - Activité économique.....	9
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité.....	12
2.2 – Finances Publiques.....	16
2.3 – Secteur extérieur.....	16
2.4 – Secteur monétaire et financier.....	17
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union.....	18
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union.....	18
2.4.3 - Evolution du marché monétaire.....	19
2.4.4 - Evolution du marché financier.....	21
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires.....	21
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	22
3.1 – Principales hypothèses.....	22
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité.....	24
ANNEXES.....	26

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

PRINCIPAUX MESSAGES

L'**activité économique mondiale** au cours du dernier trimestre de l'année 2010 est caractérisée par le rebond de la croissance américaine et par les mesures mises en œuvre par les pays de la Zone euro pour consolider leurs finances publiques.

Au plan interne, la **conjoncture économique** dans les Etats membres de l'UEMOA a enregistré un ralentissement au quatrième trimestre 2010. Cette évolution est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans le secteur industriel, celui des BTP et celui du commerce.

Le niveau général des **prix à la consommation dans l'UEMOA** est ressorti en accélération, en rythme annuel au quatrième trimestre 2010. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,3% à fin septembre 2010 à 1,9% à fin octobre 2010, 2,4% à fin novembre 2010 et 3,9% à fin décembre 2010. Cette accélération résulte du renchérissement des denrées alimentaires et de la progression des prix des carburants dans la plupart des pays. Elle reflète également les tensions inflationnistes observées en Côte d'Ivoire.

La **position concurrentielle de l'Union**, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER) indique un ralentissement du gain de compétitivité à 6,5% au quatrième trimestre 2010, après celui de 8,0% observé au troisième trimestre 2010, essentiellement en relation avec les tensions inflationnistes du trimestre sous revue.

Au plan de la **politique monétaire**, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire.

Les **conditions de banque** ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au quatrième trimestre 2010. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,28% au quatrième trimestre 2010 contre 8,59% au trimestre précédent. Les taux des facilités de trésorerie accordés aux entreprises et ceux des crédits immobiliers ont été les principales catégories à l'origine de cette baisse des taux. En revanche, les taux appliqués aux crédits de consommation et aux crédits d'équipements n'ont pas enregistré de changement significatif au cours du trimestre.

En perspective, le taux d'inflation en moyenne se situerait à 4,3% au premier trimestre 2011 contre 2,7% au quatrième trimestre 2010, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des légumes dans la plupart des Etats, ainsi que la progression des prix des céréales locales dans certains Etats. Quant à la position concurrentielle de l'Union, tout en s'inscrivant en amélioration, elle devrait connaître un net ralentissement. En effet, un gain de compétitivité de 2,1% est attendu au premier trimestre 2011.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

La reprise à deux vitesses se poursuit. Dans les pays avancés, l'activité a moins ralenti que prévu et le taux de chômage demeure élevé. Dans la Zone euro, la crise des dettes souveraines dans les pays de la périphérie (Grèce, Irlande) et la mise en œuvre des mesures destinées à consolider les finances publiques contribuent à renforcer les risques de ralentissement de la croissance. Dans la plupart des pays émergents, l'activité demeure soutenue, malgré les pressions inflationnistes qui laissent craindre des signes de surchauffe, en partie sous l'effet de l'afflux de capitaux. La plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, connaissent aussi une croissance vigoureuse.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) trimestriel ressortirait, en glissement annuel à 3,2 % en rythme annualisé au quatrième trimestre 2010¹. La croissance est induite par la contribution positive des dépenses de consommation, notamment des ménages et de la demande intérieure hors stocks.

En Chine, la croissance économique est estimée à 10,3% en 2010 contre 9,2% en 2009, supérieure aux attentes des économistes. Cette évolution s'accompagne toutefois, d'un taux d'inflation de 4,6% à la fin du mois de décembre en rythme annuel.

Au Japon, selon les prévisions du Fonds Monétaire International, la croissance économique est estimée à +4,8% en 2010 contre -6,3% en 2009. Les mesures de relance prises expliquent en partie cette amélioration qui s'est traduite notamment par un redémarrage solide de la consommation privée qui avait fortement chuté pendant la crise.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Accélération de l'inflation dans la Zone euro au quatrième trimestre 2010.

L'inflation s'est accélérée dans la Zone euro au quatrième trimestre 2010, passant de 1,8% à fin septembre 2010 à 2,2% à fin décembre 2010. La hausse des prix reste imprimée essentiellement par le renchérissement des combustibles liquides (26,9%), des légumes (9,3%), du gaz (8,2%) et du tabac (5,4%). Le taux d'inflation s'est également accru aux Etats-Unis, ressortant à 1,5% à fin décembre 2010 contre 1,1% à fin septembre 2010.

Décélération de l'inflation au Ghana et au Nigéria.

Une décélération de l'inflation est observée au Ghana et au Nigeria. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 8,6% à fin décembre 2010 contre 9,4% à fin septembre 2010, enregistrant ainsi son niveau le plus bas depuis juin 1992. Cette tendance baissière de l'inflation au Ghana, observée depuis plus d'un an est liée notamment à une meilleure maîtrise des dépenses publiques, à une politique monétaire restrictive et à une bonne production vivrière. Au Nigeria, le taux d'inflation est passé de 13,6% à fin septembre à 11,8% à fin décembre 2010.

¹Selon le « Bureau of Economic Analysis » du Département du Commerce des Etats-Unis.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2009	2010	Déc -09	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10
Zone euro	0,3	1,6	0,9	1,8	1,9	1,9	2,2
Etats-Unis	-0,3	1,6	2,7	1,1	1,2	1,1	1,5
Japon	-1,4	-0,7	-1,7	-0,6	0,2	0,1	0,0
Ghana	19,3	10,8	16,0	9,4	9,4	9,1	8,6
Nigeria	12,4	12,4	12,0	13,6	13,4	12,8	11,8
UEMOA	0,4	1,4	-1,0	1,3	1,9	2,4	3,9

Sources : FMI, INS, BCEAO

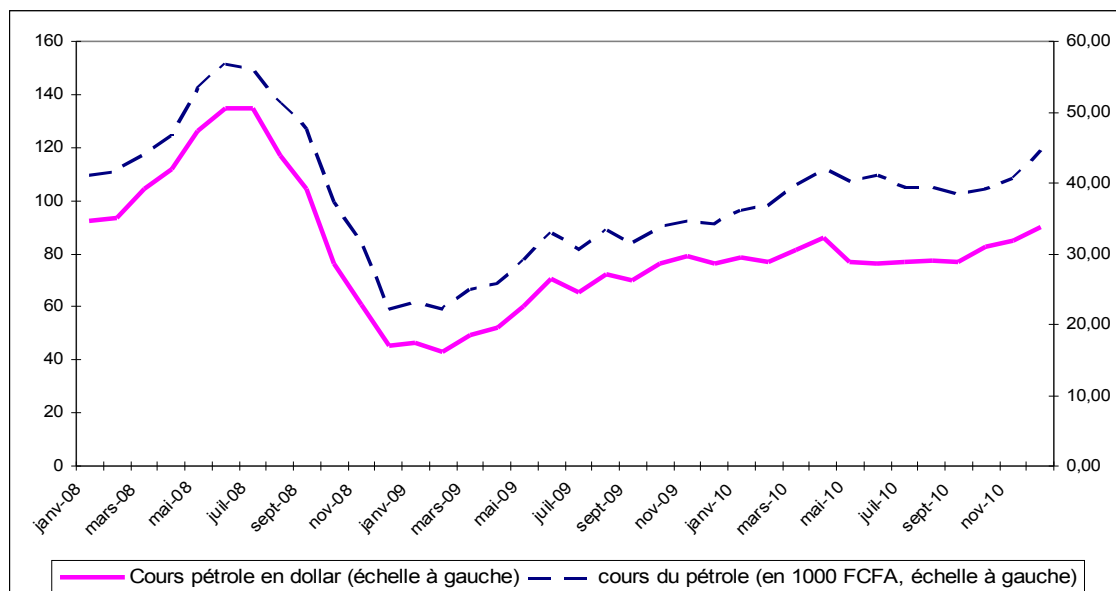
Selon les données du FMI, une remontée du taux d'inflation à 1,4% en moyenne serait enregistrée dans les pays avancés en 2010 contre 0,1% en 2009. En revanche, dans les pays de l'Afrique subsaharienne, la hausse du niveau général des prix ressortirait en moyenne à 7,5% en 2010 contre 10,4% en 2009.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Hausse des cours du baril de pétrole brut.

Les cours du pétrole brut exprimés en dollars se sont inscrits en hausse au quatrième trimestre 2010. En effet, les cours sont ressortis à 85,8 dollars au quatrième trimestre 2010 contre 76,9 dollars au trimestre précédent, soit une progression de 11,7%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont progressé de 6,1% au quatrième trimestre 2010.

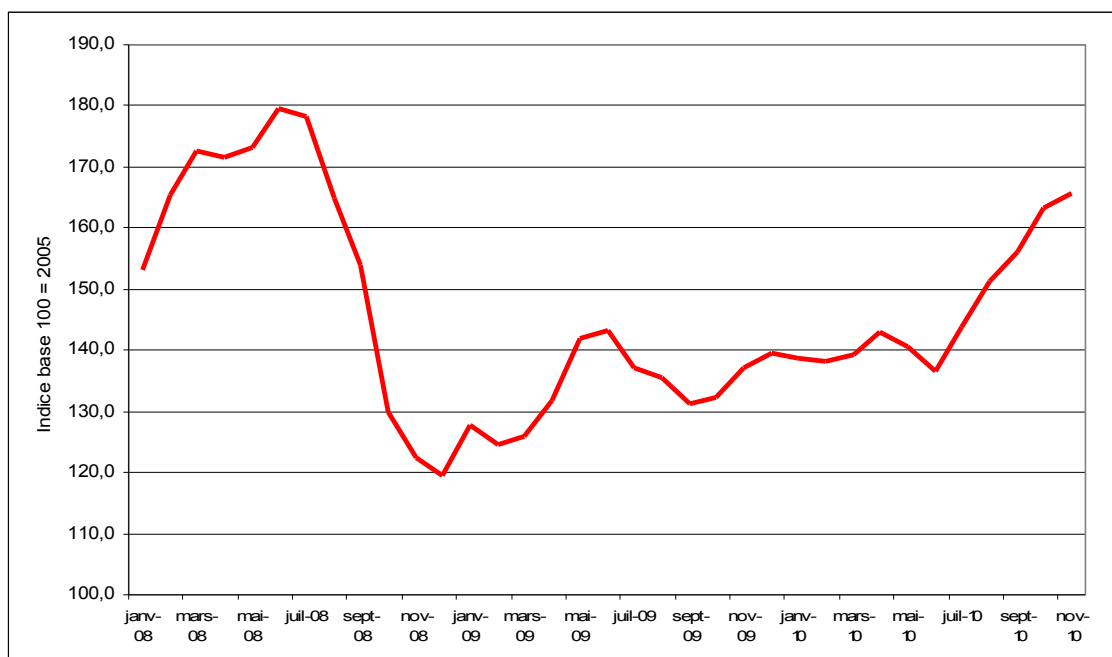
Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



Progression des cours des denrées alimentaires, notamment du blé et du sucre.

Par ailleurs, les cours internationaux des produits alimentaires ont poursuivi au quatrième trimestre 2010, l'orientation haussière observée depuis le début de l'année. Ils ont enregistré une hausse de 12,0% au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent, imprimée par le renchérissement du sucre (21,3%), du blé (19,3%) et du riz (9,2%).

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



La hausse des cours du blé est liée à la baisse de la production en Russie et à la suspension des exportations décidée en Russie et en Ukraine qui ont alimenté les spéculations sur les marchés internationaux.

Poursuite de la hausse des cours du coton qui atteignent des niveaux records.

En ce qui concerne les principaux produits exportés par l'Union, les cours du coton, du café et du caoutchouc se sont inscrits en hausse au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Les cours du coton ont progressé de 55,0% au quatrième trimestre 2010, en raison des perspectives de baisse de la production induite par les inondations en Chine et au Pakistan. En outre, selon « l'US Department of Agriculture », la consommation mondiale de coton fibre est attendue en hausse et devrait être supérieure de 15% à la production.

Les cours du caoutchouc et du café ont progressé respectivement de 28,6% et de 8,9% au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. En revanche, les cours du cacao ont baissé de 3,0% au quatrième trimestre 2010.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA

	Cours	déc-09	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	Variations (en %)	
							Un trimestre	Un an
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	68,8	80,0	83,9	91,5	92,3	8,9	34,1
Cours du cacao	OICC en cents par livre	158,5	130,4	132,7	132,3	138,6	-3,0	-12,5
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	75,4	104,7	126,6	155,5	168,8	55,0	124,0
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	196,3	263,8	283,9	316,7	361,7	28,6	84,2

Sources : Reuters, BCEAO

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Appréciation du dollar des Etats-Unis par rapport à l'euro et à la livre sterling. En revanche, dépréciation vis-à-vis du Yen japonais.

Au quatrième trimestre 2010, par rapport au trimestre précédent, le dollar des Etats-Unis s'est apprécié de 2,1% par rapport à l'euro et de 2,2% vis-à-vis de la livre sterling. En revanche, la devise américaine s'est dépréciée de 2,4% par rapport au yen japonais.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises							
	Cours au 31 déc. 2010	Cours au 30 sept. 2010	Cours au 31 déc. 2009	Variation 4 ^e trimestre	Variation sur un an	Variation sur 2010 *	Variation sur 2009
EURO en DOLLAR US	1,3362	1,3648	1,4321	-2,1	-6,7	-6,7	2,5
LIVRE STERLING en DOLLAR US	1,5523	1,5872	1,6170	-2,2	-4,0	-4,0	10,8
DOLLAR US en YEN japonais	81,31	83,29	93,02	-2,4	-12,6	-12,6	2,6

Sources : Reuters, BCEAO

* cours 31/12/2010 comparé au 31/12/2009

La dépréciation de la monnaie européenne par rapport au dollar des Etats-Unis traduit la situation de la dette publique de certains pays de la Zone euro. En effet, après la Grèce, le trimestre sous revue a été marqué par la crise de la dette publique de l'Irlande. Aussi, de nouvelles craintes du marché ont émergé, notamment sur la soutenabilité des dettes des pays de la Zone euro, débouchant sur le plan de sauvetage de l'Irlande, après celui de la Grèce.²

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Poursuite de l'embellie des principales places boursières au cours du trimestre sous-revue.

Les principales places boursières européennes, américaines et asiatiques affichent une poursuite de l'embellie observée au troisième trimestre 2010. En effet, elles ont enregistré une hausse de leurs indices au cours de la période sous revue.

Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs sur les marchés boursiers internationaux								
		Cours au 31/12/2010	Cours au 30/09/2010	Cours au 31/12/2009	Variation 4 ^e trimestre	Variation sur un an	Variation sur 2010 *	Variation sur 2009
S&P 500	USA	1 257,6	1 141,2	1 115,1	10,2	12,8	12,8	23,5
Dow Jones Industrial	USA	11 577,5	10 594,8	10 428,1	9,3	11,0	11,0	18,8
EuroStoxx 50	Zone euro	2 792,8	2 747,9	2 966,2	1,6	-5,8	-5,8	21,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 899,9	5 548,6	5 412,9	6,3	9,0	9,0	22,1
NIKKEI 225	Japon	10 228,9	9 369,4	10 546,4	9,2	-3,0	-3,0	19,0
HANG SENG	Hong Kong	23 035,5	22 358,2	21 872,5	3,0	5,3	5,3	52,0
Nigeria Stock Exchange	Nigéria	24 810,8	23 050,6	20 827,2	7,6	19,1	19,1	-33,8

Sources : Reuters, BCEAO

* cours 31/12/2010 comparé au 31/12/2009

Les progressions les plus significatives sont enregistrées par les places boursières américaines (S&P 500 et Dow Jones industrial) et asiatiques (Nikkei 225).

² Le 28 novembre 2010, un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros était décidé par l'Union Européenne. Sur cette enveloppe, 17,5 milliards d'euros proviennent de l'Irlande elle-même, qui mobilisera son fonds de réserve des retraites.

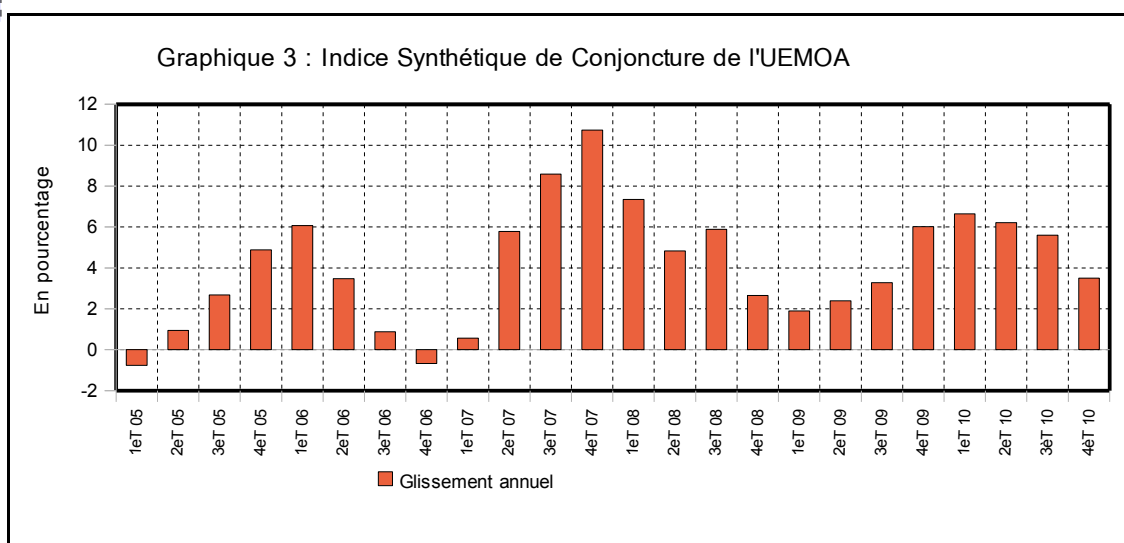
II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

Conjoncture économique moins favorable dans l'UEMOA au quatrième trimestre 2010 par rapport au 3^{ème} trimestre.

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), a enregistré un ralentissement dans les Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Cette contre-performance est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, des BTP et des services³.



a) Activité industrielle

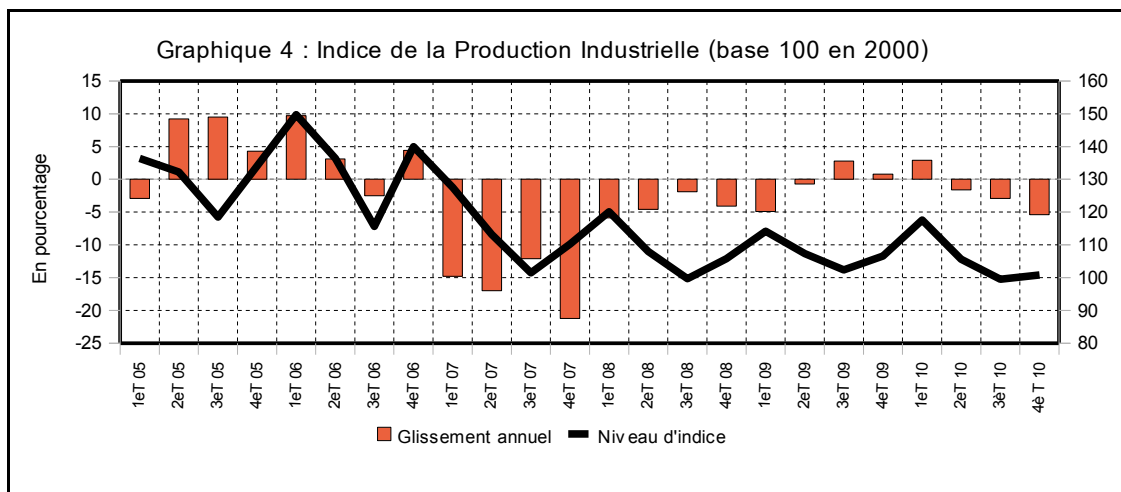
Repli marqué de la production industrielle au cours de la période sous revue, dû aux activités extractives et manufacturières.

Le ralentissement de la production industrielle observée depuis le deuxième trimestre 2010 s'est accentué au cours du quatrième trimestre 2010. En effet, l'indice de la production industrielle dans l'UEMOA s'est replié, en glissement annuel, de 5,4% au quatrième trimestre 2010, après le recul de 2,9% enregistré le trimestre précédent. Cette situation est due à la contre-performance relevée dans les industries extractives (-12,5%) et manufacturières (-9,8%), atténuée par la progression de 9,9% de l'activité dans la branche électricité, gaz et eau.

La diminution de l'activité des industries extractives est liée au manque de dynamisme des activités d'extraction de pétrole brut et de gaz naturel en Côte d'Ivoire (-12,9%), de l'or au Mali (-30,4%) et de phosphates au Togo (-13,2%).

En ce qui concerne la production manufacturière, elle enregistre un repli en Côte d'Ivoire (-14,1%), au Mali (-33,1%) et au Bénin (-1,4%), du fait des contre-performances enregistrées dans les unités de production de denrées alimentaires et de boissons, de textiles et de produits à base de tabac.

³ Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions. Une évolution n'est jugée significative que si elle est supérieure à 5 en valeur absolue.



L'indice de la production industrielle a baissé de 22,3% au Mali, de 11,6% en Côte d'Ivoire et de 0,2% en Guinée-Bissau. En revanche, l'indicateur a progressé de 27,0% au Togo, de 18,1% au Niger, de 11,4% au Burkina, de 3,8% au Bénin et de 3,7% au Sénégal.

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3èmeT 2010	4ème T 2010	4èmeT 2009	3èmeT 2010	4èmeT 2010	2009	2010 (*)
Bénin	0,6	-10,3	-10,1	-3,0	3,8	-21,1	-1,0
Burkina	-16,9	0,4	-7,4	8,2	11,4	0,7	18,6
Côte d'Ivoire	-2,9	-2,7	3,5	-5,0	-11,6	3,6	-6,3
Guinée-Bissau	-11,0	13,9	-9,3	-4,8	-0,2	-10,7	5,2
Mali	-19,1	17,4	8,7	-16,2	-22,3	-7,0	1,4
Niger	-2,4	-3,4	-9,2	25,4	18,1	-8,4	26,8
Sénégal	-10,1	9,2	0,0	-3,5	3,7	1,7	-1,8
Togo	13,4	19,5	-9,6	6,8	27,0	-2,1	9,7
UEMOA	-5,7	1,4	0,8	-2,9	-5,4	-0,7	-0,5

Sources : BCEAO

* moyenne sur les douze mois de l'année

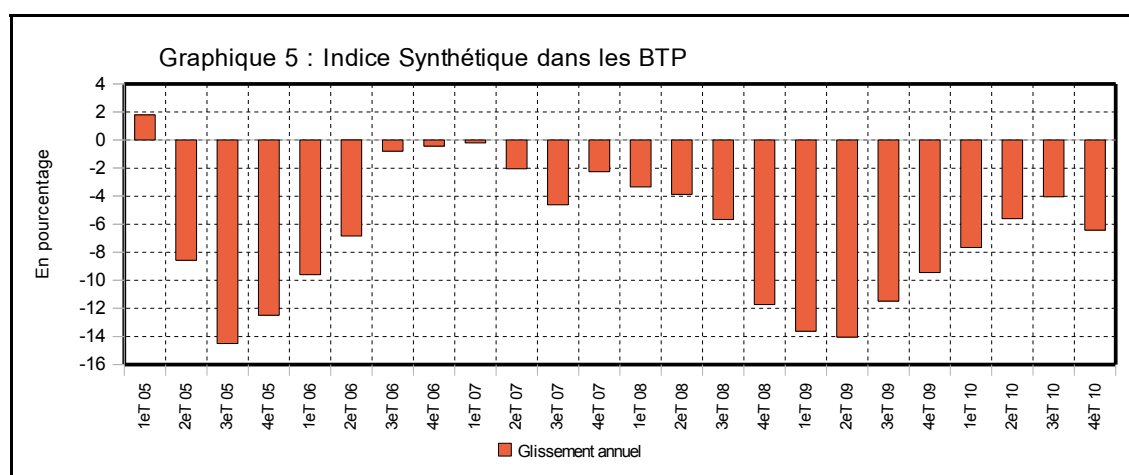
En moyenne sur l'ensemble de l'année 2010, la production industrielle enregistrerait selon les estimations, un repli de 0,5% en 2010, après la baisse de 0,7% en 2009.

b) Bâtiments et travaux publics

Baisse de l'activité dans les BTP dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Niger où elle s'est améliorée.

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est accentuée au quatrième trimestre 2010. Cette situation est en rapport avec le repli marqué dans les mises en chantier et les difficultés de trésorerie.

L'activité dans les BTP demeure morose au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité des BTP est enregistrée au Burkina et au Sénégal. En revanche, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé.



c) Activité commerciale

Ralentissement de l'activité dans le secteur du commerce.

L'activité commerciale a ralenti au quatrième trimestre 2010. En effet, en variation annuelle, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'est situé à 3,3% au cours du trimestre sous revue contre 10,6% au troisième trimestre 2010. Cette évolution est imputable à la décélération des ventes des produits pharmaceutiques, d'articles d'équipement de la personne, du logement et des produits pétroliers. En revanche, le chiffre d'affaires a progressé pour les ventes de denrées alimentaires.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) au quatrième trimestre 2010

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3èmeT 2010	4ème T 2010	4èmeT 2009	3èmeT 2010	4èmeT 2010	2009	2010 (*)
Bénin	-7,6	0,5	-17,6	-6,9	-11,2	-17,7	-3,2
Burkina	-4,4	7,9	18,9	-0,5	-2,1	-0,1	1
Côte d'Ivoire	-0,6	3,1	3,9	6,9	1,4	1,6	7,2
Guinée-Bissau	-8,9	10,8	-4,6	-6,4	-4,8	-13,7	-9,8
Mali	-1,8	-1,8	-18,7	10,4	24,5	-6,5	8,8
Niger	3,2	-2,9	14,1	23,7	-4,1	7,9	8,2
Sénégal	6,8	-0,8	-9,8	21,9	9,4	-17,8	13,3
Togo	21,4	-14,5	-5,6	15,1	-3,6	-8,4	-1,8
UEMOA	2,3	-0,5	-2,1	10,6	3,3	-4,5	6,7

Sources : BCEAO

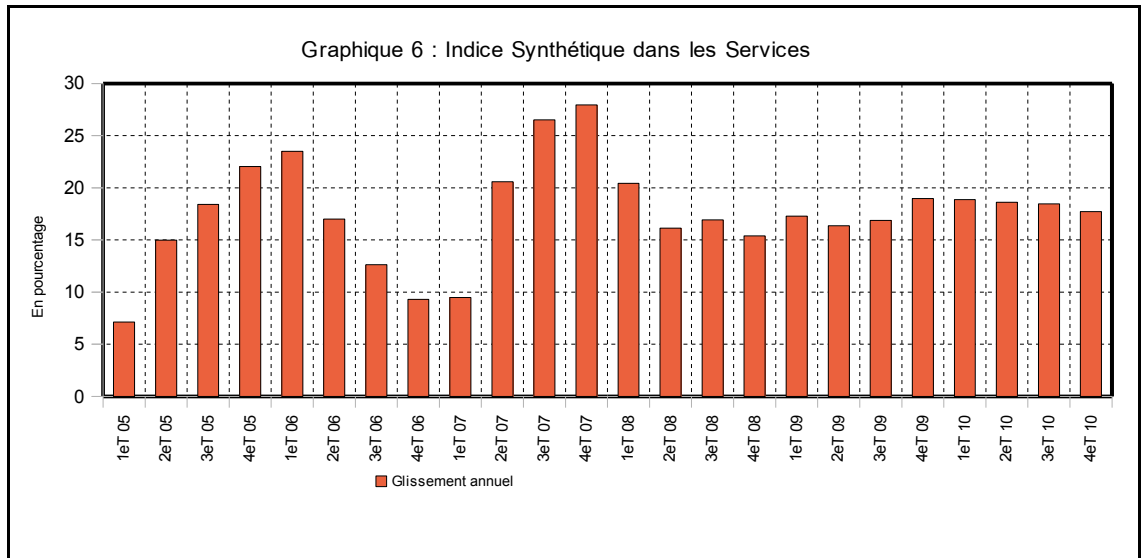
* moyenne sur les douze mois de l'année

Au quatrième trimestre 2010, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, au Mali (+24,5%), au Sénégal (+9,4%) et en Côte d'Ivoire (+1,4%). En revanche les chiffres d'affaires ont baissé au Bénin (-11,2%), en Guinée-Bissau (-4,8%), au Niger (-4,1%), au Togo (-3,6%) et au Burkina (-2,1%). En moyenne, le volume des transactions commerciales enregistrerait, une progression de 6,7% en 2010, contre un repli de 4,5% en 2009.

Hausse du volume des prestations de service, toutefois moins soutenue qu'au troisième trimestre.

d) Services marchands

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au quatrième trimestre 2010, à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est imputable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



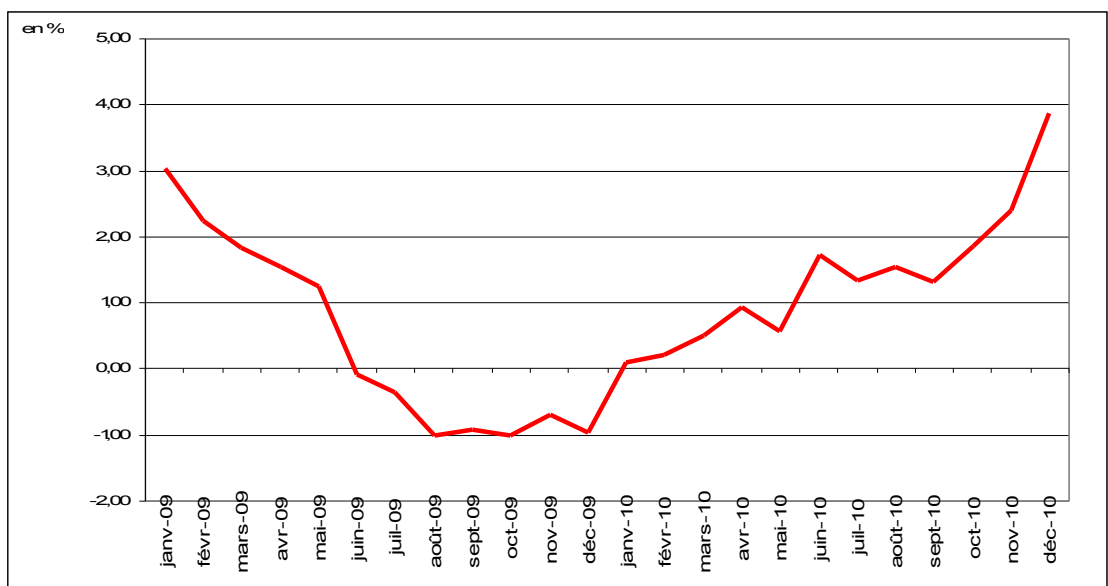
Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel, en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands est restée inchangée au Bénin, en Guinée-Bissau et au Mali.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

Accélération de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA au 4ème trimestre 2010.

L'inflation s'est accélérée dans l'UEMOA au quatrième trimestre 2010. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,3% à fin septembre 2010 à 1,9% à fin octobre 2010, 2,4% à fin novembre 2010 et 3,9% à fin décembre 2010. Cette accélération résulte du renchérissement des denrées alimentaires et de la progression des prix des carburants dans la plupart des pays. Elle reflète également les tensions inflationnistes observées en Côte d'Ivoire.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La hausse des prix des denrées alimentaires est la principale source d'inflation dans l'UEMOA.

La composante « Alimentation » avec une contribution de 2,9 points de pourcentage demeure la principale source de la hausse des prix à fin décembre 2010. L'évolution de la fonction « Alimentation » est liée essentiellement au renchérissement des céréales au Bénin et au Niger, de la viande, du poisson et de l'huile en Côte d'Ivoire, du pain, des produits de la pêche et de l'huile au Sénégal, ainsi que des tubercules dans la plupart des pays.

La composante « Restaurants et Hôtels » avec une contribution de 0,5 point de pourcentage constitue la deuxième source de la hausse des prix à fin décembre 2010, en relation avec l'augmentation des frais de restauration en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo.

La rubrique « Transport » demeure également une source d'inflation avec une contribution de 0,4 point de pourcentage à l'inflation à fin décembre 2010, en rapport avec la hausse des prix des carburants dans tous les pays. L'évolution de cette composante est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers induit par la remontée des cours du pétrole brut. En variation annuelle, la hausse des cours mondiaux du pétrole brut exprimés en francs CFA a atteint 30,8% à fin décembre 2010.

Ainsi, les prix de l'essence super et du gasoil dans l'UEMOA se sont accrus respectivement de 8,4% et 7,1% à fin décembre 2010.

Tableau 7: Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)

Fonctions	déc-09	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,1	1,2	1,6	2,1	2,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2
Logement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
Ameublement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	-0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Communication	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,2	0,2	0,3	0,5
Autres biens	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Ensemble	-1,0	1,3	1,9	2,4	3,9

Sources : BCEAO, INS

Les composantes « Restaurants et Hôtels » et « Transport » ont aussi contribué à la hausse des prix dans l'UEMOA.

En revanche, la composante communication a atténué la progression des prix de 0,4 point de pourcentage. Les plus importantes baisses des prix des communications téléphoniques ont été notées au Burkina et au Niger.

Les taux d'inflation les plus élevés sont observés en Guinée-Bissau (5,6%), en Côte d'Ivoire (5,1%), au Sénégal (4,3%), au Bénin (4,0%) et au Togo (3,8%), en rapport avec une hausse

relativement plus importante des prix des denrées alimentaires. L'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010 se situe à 2,6% au Niger et 1,8% au Mali. Par contre, une diminution des prix est enregistrée au Burkina (-0,3%), en liaison avec le repli des coûts des communications téléphoniques et la baisse des prix des céréales.

Tableau 8: Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	déc-09	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10
Bénin	-1,0	1,6	2,5	3,5	4,0
Burkina	-0,3	-1,5	-1,6	-1,0	-0,3
Côte d'Ivoire	-0,1	1,7	2,9	3,6	5,1
Guinée-Bissau	-4,8	3,4	5,0	5,2	5,6
Mali	1,5	0,7	0,7	1,7	1,8
Niger	-1,3	0,5	0,7	-0,3	2,6
Sénégal	-4,5	3,0	2,3	2,8	4,3
Togo	1,5	-0,3	0,5	1,0	3,8
UEMOA	-1,0	1,3	1,9	2,4	3,9

Sources : BCEAO, INS

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est imputable à la fois aux prix des produits locaux et à ceux des biens importés. La progression des prix s'est située à 4,4% à fin décembre 2010 pour les biens produits localement, en liaison avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment les produits de la pêche et les légumes. La hausse des prix est ressortie à 2,6% pour les biens importés, en rapport essentiellement avec le renchérissement des carburants et les produits alimentaires importés.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 3,2 points et 0,7 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin décembre 2010.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	déc -09	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,68		1,5	2,1	2,9	4,4
	Produits importés	27,32		0,7	1,4	1,2	2,6
	Inflation globale	100		1,3	1,9	2,4	3,9
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,68		1,1	1,5	2,1	3,2
	Produits importés	27,32		0,2	0,4	0,3	0,7

Sources : BCEAO, INS.

Selon la nature des produits, la hausse est due essentiellement aux prix des biens.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique que la progression des prix est imprimée principalement par celle des biens. La hausse des prix des biens s'est située à 5,8% à fin décembre 2010 contre 2,1% à fin septembre 2010, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services						
	Composantes	Pondération (en %)	sept-10	oct-10	nov-10	déc-10
Variations annuelles (en %)	Services	39,88	0,2	0,7	0,5	1,1
	Biens	60,12	2,1	2,8	3,8	5,8
	Inflation globale	100	1,3	1,9	2,4	3,9
Contributions (en points de pourcentage)	Services	39,88	0,1	0,3	0,2	0,4
	Biens	60,12	1,2	1,6	2,2	3,5

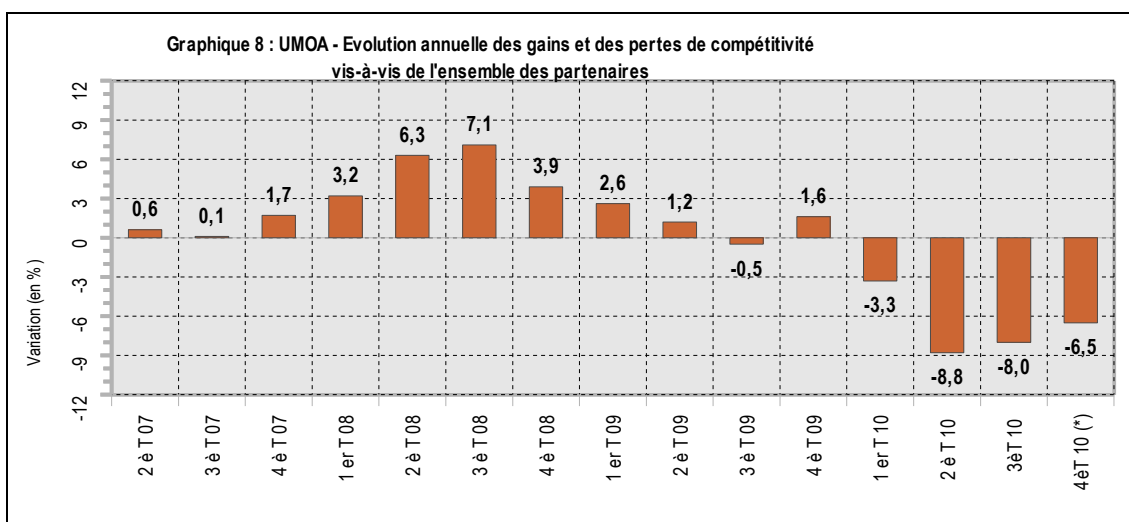
Sources : BCEAO, INS.

La hausse en glissement annuel des prix des services s'est établie à 1,1% à fin décembre 2010 contre 0,2% à fin septembre 2010. Cette évolution est liée au renchérissement en rythme annuel des frais de restauration et des coûts des transports, atténué par la baisse du coût des communications téléphoniques. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 0,4 point et 3,5 points de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010.

Le taux d'inflation sous-jacente communautaire, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il est passé de 0,4% à fin septembre 2010 à 2,1% à fin décembre 2010. La progression des prix en glissement annuel à fin décembre 2010 est de 10,7% pour les produits frais et de 3,9% pour l'énergie.

Gain de compétitivité pour l'UEMOA au quatrième trimestre 2010.

En glissement annuel, les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité au quatrième trimestre 2010. Toutefois, l'amélioration de la position concurrentielle est moindre que celle enregistrée un trimestre plus tôt. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union appréciée à partir de l'indice de taux de change effectif réel indique un gain de compétitivité de 6,5% au quatrième trimestre 2010, après celui de 8,0% observé au troisième trimestre 2010. Ce ralentissement est le résultat notamment des tensions inflationnistes enregistrées dans l'Union au cours du dernier trimestre qui ont réduit le différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA.



Sources : BCEAO.

(*) Estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Dépréciation du taux de change effectif nominal et différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue, s'explique par le différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 1,1 point de pourcentage, conforté par une dépréciation du taux de change effectif nominal de 5,6%.

Tableau 11 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)

Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2009	2010 (*)	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T (*)	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T (*)	À fin sept. 2010	À fin déc. 2010
Partenaires industrialisés	0,6	-1,7	-1,5	0,7	0,4	-2,2	-2,6	-1,3	-19,5	-19,2
Pays de la Zone euro	0,8	-0,2	-0,2	1,0	-0,4	-0,4	-0,3	0,7	-19,4	-19,7
Partenaires environnants	7,9	-14,8	-7,0	-2,2	-0,8	-20,1	-15,5	-15,7	-54,5	-54,9
Pays asiatiques	-2,6	-13,2	-9,8	0,3	1,2	-15,8	-15,9	-13,8	-29,8	-29,0
Pays UE25	1,8	-0,8	-0,5	0,8	-0,2	-1,0	-0,8	0,2	-20,3	-20,4
Pays émergents	-1,8	-14,2	-9,5	0,3	1,7	-17,1	-16,4	-13,1	-27,8	-26,6
Pays africains de la Zone franc	-1,5	1,7	2,4	0,9	0,1	1,8	1,9	3,4	1,3	1,4
Tous partenaires confondus	1,3	-6,9	-4,2	0,1	0,5	-8,8	-8,0	-6,5	-27,9	-27,5

Source : BCEAO

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

Le gain de compétitivité est observé par rapport à tous les groupes de partenaires, à l'exception des pays africains de la Zone franc et de la Zone euro. Une dépréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des Etats environnants (-15,7%), des pays asiatiques (-13,8%), des partenaires émergents (-13,1%) et des pays industrialisés (-1,3%). En revanche, une perte de compétitivité est constatée vis-à-vis de la Zone euro (0,7%) et à l'égard des pays africains de la Zone franc (3,4%).

Gain de compétitivité observé dans tous les pays de l'UEMOA.

Tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité. Au quatrième trimestre, en glissement annuel, l'amélioration de la position concurrentielle atteindrait 9,1% au Bénin, 8,3% au Togo, 7,1% au Burkina, 6,8% en Guinée-Bissau, 6,8% au Niger, 5,1% au Sénégal, 4,2% en Côte d'Ivoire et 3,8% au Mali.

Pour l'ensemble de l'année 2010, la position concurrentielle des Etats de l'Union enregistre une amélioration de 6,9% résultant d'une dépréciation du taux de change effectif nominal de 4,4% conforté par un différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 2,5 points de pourcentage. Tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité.

2.2 – Finances Publiques

Atténuation du déficit public des Etats de l'UEMOA.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées, à fin décembre 2010, à 6.073,1 milliards contre 5.667,6 milliards un an plus tôt, en liaison avec la hausse respective de 7,6% et 5,6% des recettes fiscales et non fiscales. Cette évolution s'est ressentie de la reprise de l'économie mondiale, à la suite des effets de second tour de la crise financière et économique de 2009, induisant une forte progression des impôts et taxes sur le commerce extérieur et la hausse des revenus du domaine et des dividendes des produits financiers.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils se sont accrus de 4,8%, en passant de 7.767,2 milliards à fin décembre 2009 à 8.136,2 milliards à fin décembre 2010. Cette situation est en relation principalement avec la hausse de 7,1% des dépenses courantes induite par celles liées au paiement des salaires (+5,9%) et aux charges sur les intérêts de la dette intérieure (+31,4%). S'agissant des dépenses en capital, elles sont passées de 2.508,1 milliards en 2009 à 2.532,7 milliards en 2010, soit un accroissement de 1,0% en rapport avec le report de certains programmes et projets d'investissement.

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin décembre 2010 est caractérisée globalement par une atténuation des déficits publics, en liaison avec une quasi-stabilisation des dépenses en capital, conjuguée avec une amélioration du recouvrement des administrations fiscales et douanières. Toutefois, les contraintes financières ont été accentuées par une compression des ressources extérieures, notamment les dons projets et les appuis budgétaires reçus des partenaires au développement, en soutien aux programmes économiques exécutés par les pays de l'Union. Les ressources extérieures mobilisées se sont chiffrées à 964,3 milliards à fin décembre 2010 contre 1.267,5 milliards un an auparavant, soit une baisse de 303,2 milliards.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est chiffré à 2.063,1 milliards au cours de l'année 2010 contre 2.099,6 milliards un an auparavant, soit un repli de 1,8%.

2.3 – Secteur extérieur⁴

Le déficit de la balance commerciale ressortirait à 1.826,5 milliards au dernier trimestre 2010, en aggravation de 267,4 milliards par rapport au trimestre précédent, sous l'impulsion des importations.

En effet, les importations ressortiraient à 3.555,9 milliards au cours de la période sous revue, en progression de 9,4%, en relation principalement avec les tensions observées sur les marchés des denrées alimentaires et énergétiques.

Les exportations, pour leur part, s'inscriraient en hausse de 2,2%, passant de 1.693,0 milliards au troisième trimestre 2010 à 1.729,6 milliards au quatrième trimestre 2010. Cette évolution traduit essentiellement l'orientation favorable des prix du coton, du café, du pétrole et de l'or, atténuée par un recul des cours du cacao.

⁴ Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des réalisations du troisième trimestre 2010 et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional durant la période sous revue.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Hausse de la masse monétaire en glissement annuel à fin novembre 2010 comparée à fin septembre 2010.

La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin novembre 2010, comparée à fin septembre 2010, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 3,8% pour se fixer à 11.804,9 milliards à fin novembre 2010 contre 11.370,1 milliards à fin septembre 2010 et 10.152,0 un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 2,0% pour se situer à 4.268,8 milliards, de même que les dépôts à terme qui ont augmenté de 1,7% pour s'établir à 4.166,6 milliards au cours de la période sous revue.

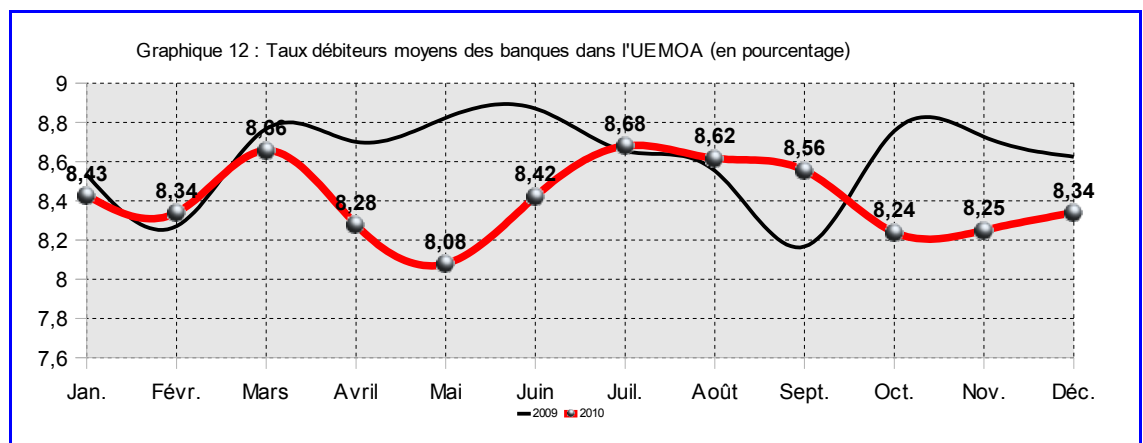
Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin novembre 2010, une progression de 1,2% par rapport à fin septembre 2010, pour atteindre à 5.291,1 milliards. Cette évolution est liée à une progression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Ceux des banques ont, en revanche, sensiblement diminué.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 8.453,3 milliards à fin novembre 2010 contre 8.076,2 milliards à fin septembre 2010, en hausse de 4,7%. Cette situation traduit l'accroissement des concours au secteur privé de 3,2% et des créances nettes aux Etats de 10,0%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 1,6% des crédits à moyen et long terme et de 4,4% des concours à court terme.

2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Baisse des taux d'intérêt débiteurs en variation trimestrielle.

Les résultats de l'enquête sur les conditions des banques⁵ indiquent un repli global des taux d'intérêt débiteurs par rapport au trimestre précédent. En effet, le taux moyen pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, s'est situé à 8,28% au quatrième trimestre contre 8,59% au trimestre précédent, soit une baisse de 31 points de base. Cette baisse des taux en fin d'année situe les taux d'intérêt débiteurs à 45 points de base en dessous de son niveau de la même période de l'année dernière.

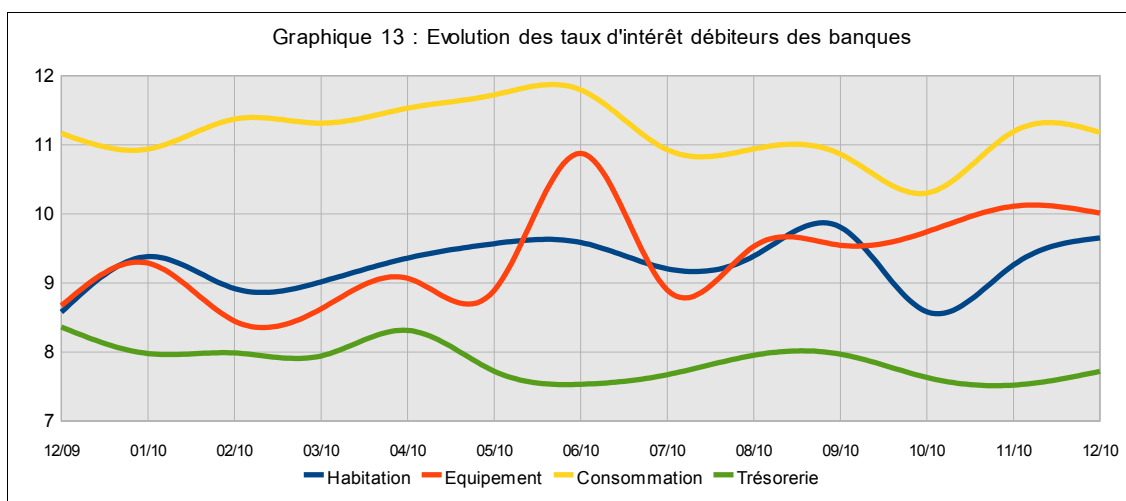


5 Les données du mois de décembre sont provisoires.

La baisse des taux d'intérêt a bénéficié à toutes les catégories de clientèle, avec un accent particulier pour les entreprises, exerçant aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Selon l'objet du crédit bancaire, le taux des facilités de trésorerie a enregistré un repli (-36 point de base), après la hausse constatée le trimestre précédent. Il en est de même des taux appliqués aux crédits immobiliers (-34 points de base). En revanche, les crédits de consommation et les crédits d'équipement n'ont pas montré de changement significatif au cours du quatrième trimestre, se stabilisant respectivement autour de 11,18% et 10,01%.

La diminution des taux d'intérêt a concerné la totalité des maturités des concours. La baisse la plus significative a été notée sur les crédits de plus d'un an (-63 points de base). Le repli des taux à court terme a été moins important. En particulier, les taux appliqués aux crédits de maturité comprise entre un mois et trois mois ont diminué de 18 points de base d'un trimestre à l'autre.

En ce qui concerne les taux créditeurs, les résultats de l'enquête montrent une stagnation par rapport aux trimestres précédents. Sur la période sous revue, le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués, s'est établi à 5,10% contre 5,12% au trimestre précédent. Cette stabilité du taux de rémunération concerne l'ensemble des dépôts, à l'exception de ceux des organismes assimilés à l'Etat, ainsi que ceux des entreprises individuelles. L'analyse selon la nature du client, montre que les placements les mieux rémunérés ont été ceux effectués par les Groupements villageois (5,94%), ainsi que les sociétés d'assurance et les caisses de retraite (5,64%). A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles continuent d'être appliqués aux dépôts des ménages (4,57%) et ceux des entreprises individuelles (4,93%).



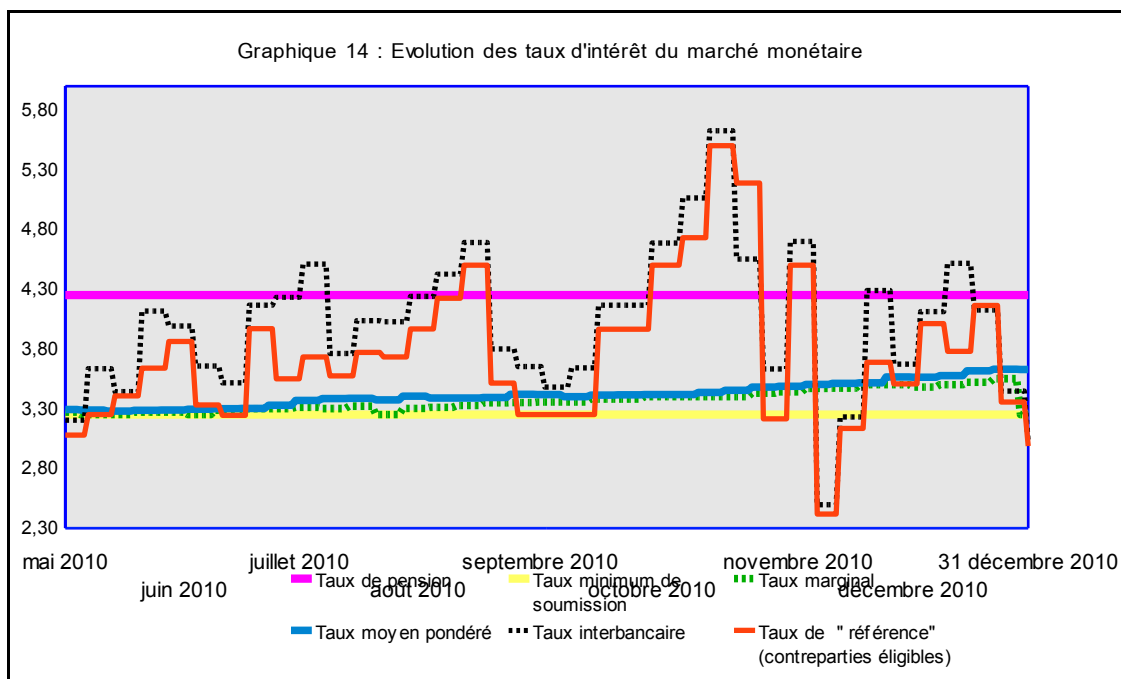
2.4.3 - Evolution du marché monétaire

L'évolution de la liquidité bancaire dans l'UEMOA est caractérisée par un repli saisonnier au quatrième trimestre, en relation avec la participation des banques au financement de la commercialisation des produits agricoles d'exportation. Dans ce contexte, la BCEAO a

Poursuite des opérations d'injection de liquidités, à échéances d'une semaine et un mois.

augmenté les montants des offres d'injection de liquidité, à échéance d'une semaine et d'un mois. Le montant hebdomadaire mis en adjudication a été relevé progressivement pour être porté à 210 milliards en décembre 2010, contre 110 milliards à la fin du trimestre précédent. Sur le guichet à un mois, le volume moyen mensuel injecté est ressorti à 116,7 milliards contre 75 milliards au troisième trimestre.

Les opérations d'injection ont été réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission demeuré inchangé à 3,25%. L'évolution des indicateurs du marché des appels d'offres fait apparaître une poursuite de la hausse des taux d'intérêt. En effet, le taux moyen pondéré hebdomadaire, qui était de 3,29% au deuxième trimestre 2010, est passé de 3,40% au troisième trimestre à 3,52% au quatrième trimestre. Sur le guichet des adjudications à un mois, le taux moyen pondéré s'est accru en se situant à 3,64%, en moyenne, au cours du quatrième trimestre contre 3,40% au trimestre précédent.



Au cours du quatrième trimestre, les indicateurs du marché interbancaire ont confirmé la hausse de la demande de liquidité des banques. En effet, sur ce marché, le volume moyen hebdomadaire des opérations a augmenté au cours du trimestre, en passant de 25,43 milliards au troisième trimestre à 32,71 milliards. Cet accroissement a concerné la plupart des compartiments du marché. En particulier, au quatrième trimestre 2010, le volume moyen hebdomadaire des opérations sur le compartiment à une semaine a atteint 21,52 milliards contre 9,04 milliards au troisième trimestre 2010.

Les taux d'intérêt du marché interbancaire ont, pour leur part, enregistré de fortes fluctuations, même si, en moyenne, une tendance baissière a été observée d'un trimestre à l'autre. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, s'est établi en moyenne à 4,17% au quatrième trimestre contre 4,60% au cours du trimestre précédent.

Quant au taux interbancaire à une semaine, la moyenne trimestrielle est apparue stable autour de 4,04%.

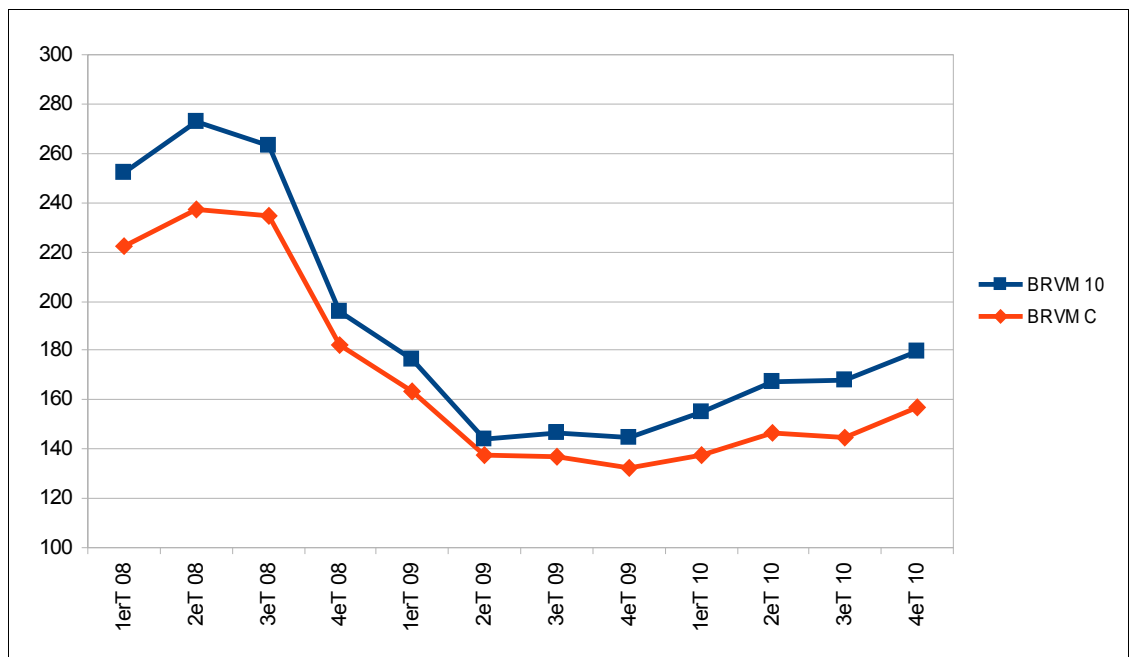
Sur le marché des titres publics, la présence des Etats a été plus marquée. Le montant cumulé des bons des Trésors, de maturité allant de 1 mois et 12 mois, au cours du quatrième trimestre a atteint 616,6 milliards contre 396,3 milliards au troisième trimestre 2010. Les taux d'intérêt n'ont pas connu d'évolution particulière, demeurant dans une fourchette comprise entre 4,05% (3 mois) et 6,65% (12 mois).

2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du quatrième trimestre 2010, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM10 s'est apprécié de 7,2% pour se fixer à 179,8 points contre 167,7 points au troisième trimestre 2010 et 144,7 points un an plus tôt. Pour sa part, l'indice BRVM composite a progressé de 8,3% à 156,8 points contre 144,9 points au troisième trimestre 2010 et 132,6 points au quatrième trimestre 2009.

Graphique 16 : Evolution trimestrielle de la BRVM



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.880,4 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.331,9 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 16,5%. Cette progression de la capitalisation boursière est due essentiellement à l'accroissement de 21,6% du marché des actions, atténuée toutefois par une diminution de 11,4% du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une progression de 8,1% au quatrième trimestre, liée à la hausse de 8,4% de la capitalisation du marché des actions et de 6,0% de celle du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁶

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : baisse du taux d'intérêt et de l'indice du TCEN.

Au cours du trimestre sous revue, en glissement annuel, les conditions monétaires se sont assouplies de 0,79% dans le sillage de la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2009. Ce résultat est lié au repli de l'indice du taux de change effectif nominal de 5,57% et de celui de 0,05 point de pourcentage, du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour.

Le repli du taux de change effectif nominal de l'Union au quatrième trimestre 2010 provient de la dépréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux.

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Principales hypothèses

L'évolution de l'environnement international est caractérisée par le dynamisme de l'activité économique en 2011. En effet, les dernières prévisions du FMI tablent sur une croissance mondiale de 4,4% en 2011 et de 4,5% en 2012, contre une prévision initiale de 4,2% en 2011. En particulier, une progression de l'activité économique de 9,6% en Chine, 8,4% en Inde et de 3,0% aux Etats-Unis est attendue en 2011.

Regain de dynamisme de l'activité économique en 2011, en dépit des incertitudes sur l'évolution des cours du baril de pétrole brut.

En rapport avec cette dynamique, les prévisions d'inflation du scénario central reposent sur une hausse d'environ 10⁷% en 2011 et 5% en 2012 du cours moyen du baril de pétrole brut (WTI). Ces hypothèses portent les cours à 88,4 dollars en 2011 et 92,8 dollars en 2012.

Plusieurs facteurs de risques entourent l'évolution des cours du pétrole brut. Il s'agit notamment de la volatilité des cours induite notamment par la spéculation et les phénomènes climatiques. En outre, l'évolution des cours du pétrole en 2011 restera tributaire de l'issue de la crise en Egypte et de la contagion des troubles politiques aux autres pays producteurs de pétrole de la région. En effet, environ 5% de la production mondiale de pétrole transitent par le Canal de Suez. Compte tenu de ces incertitudes, un scénario pessimiste correspondant à un cours

⁶ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

⁷ Le FMI prévoit une hausse des cours du pétrole brut de 13,4% en 2011 et de 0,3% en 2012. Le cours du baril de pétrole brut est en moyenne de 80,4 dollars en 2010, soit une progression de 26,9% par rapport à son niveau de 2009.

moyen du baril de pétrole à 100 dollars en 2011 (+24,4%) et 105 dollars en 2012 (+5,0%) et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole à 84 dollars en 2011 (+4,5%) et 88 dollars en 2012 (4,8%), ont été simulés.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en hausse au second semestre 2010. Ainsi, à fin décembre 2010, l'indice des prix des produits alimentaires de la FAO enregistre une progression en glissement annuel de 26,8%, imprimée essentiellement par les tensions sur le marché du blé, induites notamment par la baisse de la production et la suspension des exportations de la Russie. Par ailleurs, les cours du riz pourraient s'orienter à la hausse, en raison de l'impact des inondations au Pakistan (3ème pays exportateur) et de l'augmentation de la demande mondiale. Les prévisions tablent sur une persistance des tensions sur les prix des produits alimentaires. Sur cette base, les prix domestiques des produits alimentaires importés devraient augmenter en 2011 et 2012.

Taux de change euro contre dollar autour de 1,34 dollar des Etats-Unis pour un euro en 2011 et 2012.

L'euro s'est échangé contre 1,33 dollar en 2010. Au regard de l'évolution récente et des perspectives d'évolution de la politique monétaire aux Etats-Unis, ainsi que la reprise de confiance des marchés, après les solutions apportées à la crise de la dette souveraine dans certains Etats européens, il a été retenu l'hypothèse d'un taux de change euro/dollar d'environ 1,34 en 2011 et 2012.

La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue entre 1,0% et 2,2% en 2011 et en 2012.

Au niveau interne, la pluviométrie a été globalement satisfaisante au cours de l'année 2010. Selon les estimations du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production agricole 2010/2011 ressortirait supérieure à son niveau de l'année précédente dans tous les pays de l'Union, sauf au Bénin et au Togo, ces deux derniers pays ayant subi les effets négatifs des inondations.

Conformément à leur tendance saisonnière, les prix des céréales locales dans l'Union devraient augmenter au cours des deux premiers trimestres 2011 dans la plupart des pays. La hausse des prix des céréales locales dans l'Union pourrait être accentuée par la perturbation des circuits de distribution induite par la situation politique en Côte d'Ivoire et le conflit dans le nord du Nigeria.

Production céréalière de la campagne 2010/2011 en hausse.

Les prévisions tablent sur une hausse tendancielle de 3,0% de la production céréalière au cours des campagnes agricoles 2011/2012 et 2012/2013. Toutefois, le potentiel de ce secteur est encore dépendant des aléas climatiques. Un déficit pluviométrique ou une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies affecterait de manière significative la production.

3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

Sur la base des hypothèses retenues, le taux d'inflation en glissement annuel se situerait à 4,2% en janvier 2011 et s'établirait à 4,3% à fin février 2011 et 4,3% à fin mars 2011. En moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2011, la progression des prix serait de 4,3% contre 2,7% au quatrième trimestre 2010. Cette accélération de l'inflation serait imprimée par le renchérissement des carburants et des légumes dans la plupart des pays, ainsi que la progression des prix des céréales locales au Bénin et au Togo.

En 2011, les tensions inflationnistes sont prévues sur les produits importés par les pays de l'Union, qui représentent 27% du panier de l'indice des prix, en raison notamment du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques (blé, riz, huile, carburant, gaz, etc.). Les perturbations dans les circuits des échanges entre les pays de l'UEMOA en particulier ceux de l'hinterland, induite par la crise en Côte d'Ivoire, constitueraient également une source de tensions sur les prix dans l'Union. En revanche, la hausse des prix des céréales locales devrait ressortir modérée dans la plupart des pays, à l'exception du Bénin et du Togo.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,5% en 2011 contre une prévision initiale de 1,6%⁸ présentée en décembre 2010. Le taux d'inflation en 2011 varierait entre 2,7% dans le scénario optimiste et 4,4% dans le scénario pessimiste. Il se situerait à 1,7% en 2012, dans une fourchette de 0,8% à 2,3%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union⁹. Toutefois, les risques importants de dépassement de la borne supérieure de l'objectif d'inflation existent à court terme et pourrait exercer des pressions à la hausse sur l'inflation à moyen terme à travers des phénomènes d'anticipation notamment. Dès lors, un suivi rapproché de l'inflation, ainsi qu'une vigilance accrue s'avèrent nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire.

Tableau 12: Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)											
		Année 2011				Année 2012				Moyenne	
		1er T	2ème T	3 ème T	4 ème T	1er T	2ème T	3 ème T	4 ème T	2011	2012
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	3,8	3,1	2,3	1,5	-0,6	0,7	1,3	1,7	2,7	0,8
	Scénario central	4,3	4,0	3,6	2,4	0,8	1,7	2,0	2,1	3,5	1,7
	Scénario pessimiste	4,7	4,8	4,8	3,4	2,3	2,8	2,6	2,6	4,4	2,6

Sources : BCEAO. (*) : Glissement annuel des données trimestrielles.

Poursuite du gain de compétitivité de l'Union au premier trimestre 2011.

En perspective, au premier trimestre 2011, la position concurrentielle de l'Union, tout en s'inscrivant en amélioration, devrait connaître un net ralentissement. Un gain de compétitivité de 2,1% est attendu au premier trimestre 2011. Il s'expliquerait essentiellement par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,6 point de pourcentage et une baisse de l'indice de taux de change effectif nominal de 1,5%.

⁸ Cette prévision effectuée en octobre 2010, n'intégrait pas l'impact de la crise en Côte d'Ivoire.

⁹ L'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union compris dans une marge de ± un point de pourcentage (1%) autour de 2%, à un horizon de 24 mois.

L'amélioration de la position concurrentielle, se traduisant par un repli de l'indice du TCER, serait observée à l'égard des Etats environnants (-9,8%), des partenaires émergents (-4,4%) et des pays asiatiques (-4,3%). Par contre, une perte de compétitivité serait enregistrée à l'égard des pays industrialisés (1,0%), de la Zone euro (1,2%) et des pays africains de la Zone franc (4,4%).



ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI) et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin décembre 2010

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin décembre 2010

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques entre janvier et décembre 2010

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au quatrième trimestre 2010

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
janv.-09	4,3	4,1	1,6	2,0	2,7	2,7	3,0	7,4	3,0
févr.-09	2,2	4,6	1,2	-0,5	3,6	2,5	1,4	5,4	2,2
mars-09	0,7	4,9	0,8	-1,2	2,4	1,4	1,0	6,3	1,8
avr.-09	1,9	3,8	0,7	-3,2	2,8	1,3	0,0	5,9	1,5
mai-09	2,9	0,5	1,6	-2,5	3,3	2,2	-0,9	2,2	1,3
juin-09	0,0	-1,9	0,9	-1,6	1,2	1,5	-4,3	4,4	-0,1
juil.-09	0,7	0,2	0,0	-2,9	2,6	-1,7	-4,6	4,3	-0,4
août-09	-2,1	-0,9	-0,2	-3,0	1,6	-0,7	-4,7	2,4	-1,0
sept.-09	-0,7	-1,8	0,0	-3,9	2,1	-0,6	-5,0	2,4	-0,9
oct.-09	-1,4	-1,1	-0,4	-4,7	2,8	-1,1	-4,2	1,5	-1,0
nov.-09	-1,8	-0,7	0,1	-6,5	1,9	-0,3	-3,3	1,5	-0,7
déc.-09	-1,0	-0,3	-0,1	-4,8	1,5	-1,3	-4,5	1,5	-1,0
janv.-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,7	2,0	0,1
févr.-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,6	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,7	2,0	0,5
avr.-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,1	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,3	0,8	1,7
juil.-10	0,4	-1,7	1,8	1,3	0,1	2,2	2,3	1,6	1,3
août-10	1,0	-1,1	2,0	3,2	1,2	1,2	2,2	1,5	1,5
sept.-10	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3
oct.-10	2,5	-1,6	2,9	5,0	0,6	0,7	2,3	0,5	1,9
nov.-10	3,5	-1,0	3,6	5,2	1,7	-0,3	2,8	1,0	2,4
déc.-10	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9
Projections									
janv.-11	5,1	1,2	4,6	4,2	3,9	4,5	4,0	4,7	4,2
févr.-11	5,6	1,3	4,9	4,0	3,6	4,1	4,0	5,0	4,3
mars-11	5,2	2,4	4,5	3,9	4,2	5,2	4,0	5,0	4,3
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,4	1,4
2011 (projections)	3,9	2,9	3,7	3,7	3,2	3,3	3,4	3,6	3,5
2012 (projections)	1,6	2,3	1,6	2,0	2,1	1,9	1,0	2,1	1,7

Source : BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2010

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4,2	1,4	3,8	3,9	2,0	2,5	3,4	-0,2	2,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
Habillement	0,2	-0,1	0,4	0,6	0,2	0,1	-0,1	0,2	0,2
Logement	0,2	0,4	0,4	0,0	-0,6	-0,1	0,5	0,8	0,3
Ameublement	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,0
Santé	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Transport	-0,3	0,1	0,3	0,6	0,5	0,4	0,2	1,5	0,4
Communication	-0,2	-2,1	-0,3	0,0	0,0	-0,9	0,1	0,0	-0,4
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	1,1	0,2	1,2	0,5
Autres biens	-0,2	0,0	0,1	0,3	-0,4	-0,3	0,1	-0,1	0,0
Ensemble	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
déc.-09	16,0	12,0	0,9	2,7	-1,0	-1,9	-3,7	-13,0	-17,0
janv.-10	14,8	12,3	1,0	2,6	0,1	-0,9	-2,5	-12,2	-14,7
févr.-10	14,2	12,3	0,9	2,1	0,2	-0,7	-1,9	-12,1	-14,1
mars-10	13,3	11,8	1,4	2,3	0,5	-0,9	-1,8	-11,3	-12,8
avr.-10	11,7	12,5	1,5	2,2	0,9	-0,6	-1,3	-11,6	-10,7
mai-10	10,7	11,0	1,6	2,0	0,6	-1,0	-1,4	-10,4	-10,1
juin-10	9,5	10,3	1,4	1,1	1,7	0,3	0,6	-8,6	-7,8
juil.-10	9,5	13,0	1,7	1,2	1,3	-0,4	0,1	-11,7	-8,2
août-10	9,4	13,7	1,6	1,2	1,5	-0,1	0,3	-12,2	-7,9
sept.-10	9,4	13,6	1,8	1,1	1,3	-0,5	0,2	-12,3	-8,1
oct.-10	9,4	13,4	1,9	1,2	1,9	0,0	0,7	-11,5	-7,5
nov.-10	9,1	12,8	1,9	1,1	2,4	0,5	1,3	-10,4	-6,7
déc.-10	8,6	11,8	2,2	1,5	3,9	1,7	2,4	-7,9	-4,7

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
décembre-09	16,6	-6,3	-6,1	4,1	10,0	18,0	48,8
janvier-10	10,2	-16,0	5,2	-3,4	-2,8	-3,7	38,7
février-10	10,8	-13,4	23,8	-0,9	-7,8	-5,4	35,8
mars-10	10,6	-17,3	33,3	-3,4	-13,6	-7,2	24,6
avril-10	8,5	-17,4	33,6	-6,6	-13,0	-11,9	15,1
mai-10	-0,8	-29,1	34,2	-9,2	-12,6	-25,1	2,8
juin-10	-4,6	-37,8	24,2	-14,5	-16,4	-28,9	3,6
juillet-10	5,0	-13,0	22,1	8,0	-24,4	-13,2	6,5
août-10	11,8	17,1	23,6	15,5	-15,5	-14,6	2,1
septembre-10	19,0	42,2	28,4	36,7	-12,4	-2,4	7,6
octobre-10	23,3	35,9	29,5	41,0	-5,8	7,7	17,4
novembre-10	20,8	30,0	24,7	37,8	-4,1	11,4	18,2
décembre-10	26,8	48,8	18,9	52,5	-11,4	12,1	14,6

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	déc.-09	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10	déc 2010/déc 2009 (en %)
Bénin														
Essence super	445	445	465	465	505	505	505	505	505	490	490	490	515	15,7
Gazole	470	470	530	530	540	540	540	570	570	570	570	570	540	14,9
Burkina														
Essence super	665	642	642	642	642	642	642	642	667	682	682	682	682	2,6
Gazole	655	575	575	575	575	575	575	575	595	606	606	606	606	-7,5
Côte d'Ivoire														
Essence super	719	708	739	739	779	789	789	786	783	783	783	774	774	7,6
Gazole	593	593	615	615	630	615	615	615	615	615	615	615	615	3,7
Guinée-Bissau														
Essence super	610	610	614	617	617	617	675	678	670	670	662	659	659	8,0
Gazole	540	540	547	554	554	554	573	574	571	571	571	571	571	5,7
Mali														
Essence super	645	645	645	645	649	666	670	670	670	670	670	670	670	3,9
Gazole	555	555	555	555	560,33	583,5	590	590	590	590	590	590	590	6,3
Niger														
Essence super	476	476	476	476	476	476	476	506	506	506	506	506	506	6,3
Gazole	465	465	465	465	465	465	465	495	495	495	495	495	495	6,5
Sénégal														
Essence super	671	668	690	704	734	751	750	746	739	737	737	737	770	14,7
Gazole	550	552	574	582	607	631	637	641	635	632	632	632	665	20,9
Togo														
Essence super	505	505	505	505	505	505	535	580	580	580	560	560	560	10,9
Gazole	500	500	500	500	500	500	530	575	575	575	555	555	555	11,0

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2008								
janvier	92,61	1,0	445,7	-1,0	41 275,0	0,0	1,472	1,0
février	95,20	2,8	444,8	-0,2	42 341,0	2,6	1,475	0,2
mars	104,31	9,6	422,5	-5,0	44 069,2	4,1	1,553	5,3
avr.	111,80	7,2	416,5	-1,4	46 559,9	5,7	1,575	1,4
mai	125,63	12,4	421,6	1,2	52 969,7	13,8	1,556	-1,2
juin	134,52	7,1	421,8	0,0	56 736,7	7,1	1,555	0,0
juil.	134,60	0,1	416,0	-1,4	55 989,0	-1,3	1,577	1,4
août	116,92	-13,1	438,0	5,3	51 213,7	-8,5	1,498	-5,0
sept.	103,03	-11,9	456,5	4,2	47 032,4	-8,2	1,437	-4,0
oct.	76,83	-25,4	492,4	7,9	37 829,1	-19,6	1,332	-7,3
nov.	58,09	-24,4	515,2	4,6	29 930,1	-20,9	1,273	-4,4
déc.	45,24	-22,8	487,7	-5,3	21 876,6	-26,9	1,345	5,6
Moyenne Janvier-déc	99,90	37,5	448,2	-6,5	43 985,2	26,8	1,471	7,3
2009								
janvier	46,32	3,3	495,5	1,6	22 948,6	4,9	1,324	-1,6
février	43,08	-7,0	513,1	3,6	22 100,9	-3,7	1,278	-3,4
mars	48,76	13,2	505,2	-1,5	24 634,1	11,5	1,298	1,6
avr.	52,13	6,9	497,0	-1,6	25 910,7	5,2	1,320	1,7
mai	60,43	15,6	481,2	-3,2	28 993,2	11,9	1,363	3,3
juin	70,47	17,0	468,0	-2,7	32 980,8	13,8	1,402	2,8
juillet	65,66	-6,8	465,6	-0,5	30 573,5	-7,3	1,409	0,5
août	72,57	10,5	459,7	-1,3	33 361,4	9,12	1,427	1,3
septembre	69,83	-3,8	450,5	-2,0	31 457,6	-5,71	1,456	2,1
octobre	76,29	9,2	442,7	-1,7	33 775,7	7,37	1,482	1,7
novembre	78,90	3,4	439,8	-0,7	34 701,2	2,74	1,491	0,7
décembre	76,00	-3,7	448,9	2,1	34 113,1	-1,69	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	63,37	-36,6	472,3	5,4	29 629,2	-32,6	1,393	-5,3
2010								
janvier	78,72	3,6	459,6	2,4	36 179,6	6,1	1,427	-2,3
février	76,73	-2,5	479,2	4,3	36 767,7	1,6	1,369	-4,1
mars	81,66	6,4	483,4	0,9	39 475,8	7,4	1,357	-0,9
avril	85,93	5,2	489,2	1,2	42 039,1	6,5	1,341	-1,2
mai	76,83	-10,6	522,0	6,7	40 109,1	-4,6	1,257	-6,3
juin	76,43	-0,5	537,3	2,9	41 065,4	2,4	1,221	-2,8
juillet	76,62	0,2	514,5	-4,2	39 421,9	-4,0	1,275	4,4
août	77,26	0,8	508,7	-1,1	39 303,5	-0,3	1,289	1,1
septembre	76,77	-0,6	502,0	-1,3	38 539,5	-1,9	1,307	1,3
oct.	82,71	7,7	472,0	-6,0	39 040,0	1,3	1,390	6,4
nov.	84,88	2,6	479,9	1,7	40 736,1	4,3	1,367	-1,7
déc.	89,93	5,9	496,2	3,4	44 620,6	9,5	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	80,37	26,9	495,3	4,9	39 774,9	34,2	1,327	-4,7

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2008			
janvier	66,6	47,1	13,2
février	58,2	40,2	12,8
mars	67,1	37,8	17,3
avr.	69,6	45,6	16,5
mai	93,7	68,3	15,1
juin	97,3	70,2	15,9
juil.	81,7	58,0	15,0
août	62,3	47,6	9,9
sept.	31,6	27,3	3,4
oct.	-9,2	-3,1	-6,4
nov.	-38,1	-28,6	-13,3
déc.	-51,1	-47,0	-7,7
Moyenne 2008	37,5	26,8	7,3
2009			
janvier	-50,0	-44,4	-10,1
février	-54,8	-47,8	-13,3
mars	-53,3	-44,1	-16,4
avr.	-53,4	-44,3	-16,2
mai	-52,0	-45,3	-12,4
juin	-47,6	-41,9	-9,9
juillet	-51,2	-45,4	-10,7
août	-37,9	-34,9	-4,7
sept.	-32,2	-33,1	1,3
oct	-0,7	-10,7	11,2
nov	35,8	15,9	17,1
déc	68,0	55,9	8,7
Moyenne 2009	-36,6	-32,6	-5,3
2010			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
sept.	9,9	22,5	-10,3
oct.	8,4	15,6	-6,2
nov.	7,6	17,4	-8,4
déc.	18,3	30,8	-9,5
Moyenne 2010	26,9	34,2	-4,7

Sources : BCEAO, Reuters.

TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE

	BENIN		BURKINA		CÔTE D'IVOIRE		GUINEE-BISSAU		MALI		NIGER		SENEGAL		TOGO		UEMOA	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
RECETTES ET DONS	676,0	743,4	650,5	630,8	2 473,9	2 325,8	95,9	85,6	918,96	959,8	490,5	565,4	1312	1403	317,3	323,6	6 935,0	7 037,4
RECETTES BUDGETAIRES	575,9	621,5	440,2	483,9	2 145,0	2 237,5	35,4	44,3	725,1	780,4	363,6	393,9	1 130,0	1 253,0	252,4	258,6	5 667,6	6 073,1
* Recettes fiscales	500,5	539,0	405,2	444,7	1 888,7	1 982,7	26,6	32,8	624,3	677,0	343,0	370,5	1 084,0	1 210,0	229,1	234,8	5 101,4	5 491,5
* Recettes non fiscales	75,4	82,5	35,0	39,2	255,4	254,8	8,8	11,5	28,9	31,9	16,8	20,9	37,0	43,0	23,3	23,8	480,6	507,6
* Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	71,8	71,5	3,8	2,5	9,0	0,0	0,0	0,0	85,5	74,0
DONS	100,1	121,9	210,3	146,9	328,9	88,3	60,5	41,3	193,9	179,4	126,9	171,5	182,0	150,0	64,9	65,0	1 267,5	964,3
DEPENSES ET PRÊTS NETS	805,5	830,8	834,8	791,8	2 375,7	2 503,9	88,7	90,3	1 097,8	1 218,1	633,4	642,4	1 605,0	1 707,0	326,3	351,9	7 767,2	8 136,2
DEPENSES TOTALES	792,8	808,8	833,6	780,2	2 371,7	2 471,9	88,7	90,3	1 076,2	1 190,7	633,4	642,4	1 602,0	1 699,0	326,3	351,6	7 724,7	8 034,9
Dépenses courantes	490,5	542,3	450,3	455,2	1 855,7	1 985,3	50,3	53,1	549,0	612,9	299,6	367,5	996,0	1 012,0	234,1	246,4	4 925,5	5 274,7
* masse salariale	225,9	243,2	187,6	198,8	749,0	814,1	20,5	25,4	213,5	186,6	93,6	107,2	364,0	397,0	94,3	91,8	1 948,4	2 064,1
* intérêts de la dette	15,6	24,6	13,1	12,7	206,0	187,9	4,9	4,8	15,7	23,0	5,8	10,1	45,0	61,0	12,8	16,9	318,9	341,0
Dépenses en capital	302,3	266,5	350,4	318,8	329,6	336,8	38,4	37,2	455,4	506,3	333,8	274,9	606,0	687,0	92,2	105,2	2 508,1	2 532,7
invest. sur ress. int.	221,6	107,5	142,8	194,2	237,9	264,8	1,3	0,5	152,2	193,7	151,4	82,2	369,0	424,0	37,8	51,0	1 314,0	1 317,9
Dépenses fonds spéciaux									71,8	71,5							71,8	71,5
PRÊTS NETS	12,7	22,0	1,2	11,6	4,0	32,1	0,0	0,0	21,6	27,4	0,0	0,0	3,0	8,0	0,0	0,3	42,5	101,4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-120,6	-3,7	-172,7	-159,0	257,4	175,3	-10,0	-4,0	39,6	-3,2	-81,6	-45,7	-190,0	-122,0	-6,7	-21,9	-253,1	-178,5
EPARGNE PROPRE (solde courant)	85,4	79,2	-10,1	28,7	289,3	252,2	-14,9	-8,8	176,1	167,5	64,0	26,4	134,0	241,0	18,3	12,2	742,1	798,4
SOLDE GLOBAL (base engag.)(hors dons)	-229,6	-209,3	-394,6	-307,9	-230,7	-266,4	-53,3	-46,0	-372,7	-437,7	-269,8	-248,5	-475,0	-454,0	-73,9	-93,3	-2 099,6	-2 063,1
SOLDE GLOBAL (base engag.)(y compris dons)	-129,5	-87,4	-184,3	-161,0	98,2	-178,2	7,2	-4,7	-178,8	-258,3	-142,9	-77,0	-293,0	-304,0	-9,0	-28,3	-832,1	-1 098,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-136,2	-28,3	-152,9	-165,5	51,4	-12,6	-16,2	-9,3	23,9	-26,2	-87,4	-55,8	-235,0	-183,0	-19,5	-38,8	-571,9	-519,5
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE																		
* masse salariale/recettes fiscales (en %)	45,1%	45,1%	46,3%	44,7%	39,7%	41,1%	77,1%	77,4%	34,2%	27,6%	27,3%	28,9%	33,6%	32,8%	41,2%	39,1%	38,2%	37,6%
* variation nette des arriérés intérieurs (en mds)	-28,3	-17,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,9	-10,0	0,0	0,0	-12,3	-20,0	-95,0	-14,0	-11,6	-46,8	-152,1	-108,5
* variation nette des arriérés extérieurs (en mds)	0,0	0,0	0,0	0,0	-2 483,8	-462,3	8,3	8,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-332,8	-2 475,6	-786,7
* invest. financ. sur ress. int./recet. fisc. (en %)	44,3%	19,9%	35,2%	43,7%	12,6%	13,4%	4,9%	1,5%	24,4%	28,6%	44,1%	22,2%	34,0%	35,0%	16,5%	21,7%	25,8%	24,0%
* solde primaire de base/recettes fiscales (en %)	-24,1%	-0,7%	-42,6%	-35,8%	13,6%	8,8%	-37,7%	-12,2%	6,3%	-0,5%	-23,8%	-12,3%	-17,5%	-10,1%	-2,9%	-9,3%	-5,0%	-3,3%
INDICATEURS BUDGETAIRES (en % du PIB)																		
* recettes budgétaires	18,5%	19,3%	11,2%	11,3%	19,7%	19,7%	9,1%	10,8%	17,1%	17,2%	14,7%	14,5%	18,8%	19,7%	16,9%	16,6%	17,4%	17,6%
* recettes fiscales	16,1%	16,7%	10,3%	10,4%	17,4%	17,4%	6,9%	8,0%	14,7%	14,9%	13,8%	13,6%	18,0%	19,1%	15,4%	15,0%	15,7%	15,9%
* dépenses totales	25,5%	25,1%	21,2%	18,2%	21,8%	21,7%	22,9%	22,0%	25,4%	26,3%	25,5%	23,6%	26,6%	26,8%	21,9%	22,5%	23,7%	23,3%
* dépenses courantes	15,8%	16,8%	11,4%	10,6%	17,1%	17,5%	13,0%	12,9%	13,0%	13,5%	12,1%	13,5%	16,5%	15,9%	15,7%	15,8%	15,1%	15,3%
* dépenses en capital	9,7%	8,3%	8,9%	7,4%	3,0%	3,0%	9,9%	9,1%	10,8%	11,2%	13,5%	10,1%	10,1%	10,8%	6,2%	6,7%	7,7%	7,4%
* solde primaire de base	-3,9%	-0,1%	-4,4%	-3,7%	2,4%	1,5%	-2,6%	-1,0%	0,9%	-0,1%	-3,3%	-1,7%	-3,2%	-1,9%	-0,4%	-1,4%	-0,8%	-0,5%
* solde global (base engag.) (hors dons)	-7,4%	-6,5%	-10,0%	-7,2%	-2,1%	-2,3%	-13,8%	-11,2%	-8,8%	-9,7%	-10,9%	-9,1%	-7,9%	-7,2%	-5,0%	-6,0%	-6,5%	-6,0%
* solde global (base engag.) (y compris dons)	-4,2%	-2,7%	-4,7%	-3,8%	0,9%	-1,6%	1,8%	-1,1%	-4,2%	-5,7%	-5,8%	-2,8%	-4,9%	-4,8%	-0,6%	-1,8%	-2,6%	-3,2%
* épargne propre	2,7%	2,5%	-0,3%	0,7%	2,7%	2,2%	-3,9%	-2,1%	4,2%	3,7%	2,6%	1,0%	2,2%	3,8%	1,2%	0,8%	2,3%	2,3%
* solde budgétaire de base	-4,4%	-0,9%	-3,9%	-3,9%	0,5%	-0,1%	-4,2%	-2,3%	0,6%	-0,6%	-3,5%	-2,1%	-3,9%	-2,9%	-1,3%	-2,5%	-1,8%	-1,5%

SOURCES: FMI, services nationaux.

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au quatrième trimestre 2010

	Stock						Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	novembre 09	décembre 09	mars 10	juin 10	septembre 10	novembre 10	1er T 10	2e T 10	3e T 10	4e T 10 (*)	1er T 10	2e T 10	3e T 10	4e T 10 (**)
Masse monétaire	10 151 984,1	10 653 338,5	10 568 442,3	11 210 115,8	11 370 091,3	11 804 933,3	-0,8	6,1	1,4	3,8	13,9	18,0	18,4	16,3
Disponibilité monétaire	6 670 660,0	7 019 580,8	6 939 295,1	7 282 670,3	7 271 682,3	7 638 294,0	-1,1	4,9	-0,2	5,0	12,1	17,5	16,9	14,5
Circulation fiduciaire	2 920 836,6	3 118 247,7	2 967 070,8	2 992 323,3	2 975 391,3	3 273 048,2	-4,8	0,9	-0,6	10,0	12,7	16,2	15,8	12,1
Dépôts en CCP	48 744,3	59 927,1	58 849,5	46 809,2	44 784,7	28 961,8	-1,8	-20,5	-4,3	-35,3	3,6	-13,0	-7,5	-40,6
Dépôt en CNE	58 499,3	59 040,6	59 040,6	63 319,6	67 744,1	67 478,0	0,0	7,2	7,0	-0,4	-25,5	13,5	21,4	15,3
Dépôts à vue en banque	3 642 579,8	3 782 365,4	3 854 334,2	4 180 218,2	4 183 762,2	4 268 806,0	1,9	8,5	0,1	2,0	12,3	19,0	17,9	17,2
SODE-EPIC	483 892,7	470 595,4	421 626,3	533 882,6	473 884,3	461 781,7	-10,4	26,6	-11,2	-2,6	10,3	25,4	18,1	-4,6
Particuliers et entreprises privées	3 158 687,1	3 311 770,0	3 432 707,9	3 646 335,6	3 709 877,9	3 807 024,3	3,7	6,2	1,7	2,6	12,7	18,2	17,9	20,5
Dépôts à terme en banque	3 481 324,1	3 633 757,7	3 629 147,2	3 927 445,5	4 098 409,0	4 166 639,3	-0,1	8,2	4,4	1,7	16,2	18,9	21,1	19,7
SODE-EPIC	250 971,0	278 048,0	289 837,0	321 548,0	304 223,0	306 251,0	4,2	10,9	-5,4	0,7	15,4	33,9	11,7	22,0
Particuliers et entreprises privées	3 230 353,1	3 355 709,7	3 339 310,2	3 605 897,5	3 794 186,0	3 860 388,3	-0,5	8,0	5,2	1,7	16,3	17,8	21,9	19,5
dont comptes à régime spécial	1 502 435,0	1 558 270,0	1 535 729,0	1 659 494,0	1 742 954,0	1 776 122,0	-1,4	8,1	5,0	1,9	12,2	14,4	17,7	18,2
Autres postes nets	1 812 977,2	1 895 664,4	1 959 719,8	1 764 619,8	1 932 483,0	1 939 436,9	3,4	-10,0	9,5	0,4	11,4	11,7	13,9	7,0
Passif	11 964 961,3	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 302 574,3	13 744 370,2	-0,2	3,6	2,5	3,3	13,2	17,1	17,7	14,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE														
	Stock						Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	novembre 09	décembre 09	mars 10	juin 10	septembre 10	novembre 10	1er T 10	2e T 10	3e T 10	4e T 10 (*)	1er T 10	2e T 10	3e T 10	4e T 10 (**)
Avoirs Extérieurs Nets	4 807 190,2	5 297 163,6	5 250 758,5	5 460 996,4	5 226 334,8	5 291 078,2	-0,9	4,0	-4,3	1,2	13,3	19,9	14,4	10,1
Banque Centrale	4 774 757,3	5 171 836,5	5 074 591,8	5 328 597,0	5 284 039,6	5 288 251,9	-1,9	5,0	-0,8	0,1	10,0	15,8	14,0	10,8
Banques	32 432,9	125 327,1	176 166,7	132 399,4	-57 704,8	2 826,3	40,6	-24,8	-143,6	-104,9	641,9	-382,1	-16,0	-91,3
Crédit intérieur	7 157 771,1	7 251 839,3	7 277 403,6	7 513 739,2	8 076 239,5	8 453 292,0	0,4	3,2	7,5	4,7	15,4	15,2	19,9	18,1
Position Nette du Gouvernement	1 092 563,5	1 136 048,0	1 498 261,3	1 465 157,0	1 713 999,3	1 885 308,1	31,9	-2,2	17,0	10,0	113,3	71,7	91,1	72,6
Crédit à l'économie	6 065 207,6	6 115 791,3	5 779 142,3	6 048 582,2	6 362 240,2	6 567 983,9	-5,5	4,7	5,2	3,2	3,1	6,7	8,9	8,3
Court terme	3 626 957,7	3 618 489,3	3 349 775,3	3 484 912,2	3 674 125,2	3 836 699,9	-7,4	4,0	5,4	4,4	-1,6	2,2	6,1	5,8
dont crédit de campagne	136 821,6	143 894,0	146 156,1	142 825,0	83 993,0	124 109,0	1,6	-2,3	-41,2	47,8	-7,4	-12,9	-30,3	-9,3
Moyen et long terme	2 438 249,9	2 497 302,0	2 429 367,0	2 563 670,0	2 688 115,0	2 731 284,0	-2,7	5,5	4,9	1,6	10,4	13,5	13,0	12,0
PM : Refinancement BCEAO	312 303,4	334 816,0	247 137,0	210 182,3	198 677,0	275 368,0	-26,2	-15,0	-5,5	38,6	-21,0	-10,4	-22,4	-11,8
Actif	11 964 961,3	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 302 574,3	13 744 370,2	-0,2	3,6	2,5	3,3	14,5	17,1	17,7	14,9

Source : BCEAO

(*) novembre comparé à septembre 2010

(**) glissement à fin novembre 2010

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

	Moy. 08	Moy.09	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	oct.-10	nov.-10	déc.-10 (*)
Crédits bancaires mis en place														
- Volume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	394,8	414,4	515,6	423,9	442,0	463,7	457,3	438,5	534,0	459,5	486,9	521,1
Court terme	285,9	317,3	296,4	308,4	382,8	320,7	337,2	338,1	357,5	316,3	368,7	348,7	379,1	376,9
Moyen et long terme	96,4	104,7	98,3	106,1	132,8	103,2	104,7	125,6	99,8	122,2	165,3	110,7	107,8	144,2
Secteur public	21,7	34,3	19,7	12,1	32,8	10,0	19,1	24,1	19,7	12,2	67,6	24,6	55,9	56,4
Secteur privé	360,6	387,6	375,0	402,4	482,8	413,9	422,9	439,6	437,6	426,3	466,3	434,9	431,0	464,7
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,09	8,59	8,41	8,31	8,63	8,25	8,06	8,37	8,49	8,52	8,65	8,25	8,24	8,15
(Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,43	8,34	8,66	8,28	8,08	8,42	8,52	8,58	8,68	8,24	8,25	8,17
Court terme	7,49	8,07	7,91	7,83	8,24	7,49	7,41	7,65	7,96	7,94	8,14	7,73	7,74	7,81
Moyen et long terme	9,92	10,19	9,92	9,75	10,01	10,58	10,17	10,34	10,20	10,12	9,88	10,28	9,97	9,11
Secteur public	7,28	7,96	8,46	8,14	8,93	5,00	6,65	9,74	7,42	7,63	8,09	6,60	7,53	7,57
Secteur privé	8,18	8,66	8,41	8,33	8,63	8,34	8,13	8,33	8,56	8,60	8,76	8,33	8,34	8,24
- Durée moyenne des crédits (mois)	18,4	17,3	16,3	17,0	17,8	16,7	17,9	20,1	16,2	19,8	21,3	17,2	15,6	18,6
Nouveaux dépôts bancaires														
- Volume (en milliards de FCFA)	269,9	259,1	338,7	330,9	384,0	323,5	315,4	389,0	402,3	425,3	379,1	344,1	309,1	328,7
Court terme	68,8	71,8	269,9	259,1	313,6	243,1	256,4	264,1	310,4	325,8	235,7	266,1	262,0	280,1
Autres dépôts	81,4	53,4	68,8	71,8	70,4	80,5	58,9	124,9	91,9	99,5	143,4	77,9	47,1	48,7
Secteur public	257,3	277,5	81,4	53,4	84,7	61,1	80,2	88,2	73,1	84,8	96,3	71,7	62,2	85,8
Secteur privé	5,3	5,1	257,3	277,5	299,3	262,4	235,1	300,8	329,2	340,5	282,8	272,4	246,9	242,9
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	5,15	5,00	5,27	5,12	5,14	5,07	5,14	5,19	4,95	4,79	5,23	5,18	5,05	5,05
Court terme	5,07	5,53	5,15	5,00	5,00	4,86	5,04	5,11	4,92	4,70	5,09	5,17	4,97	4,96
Secteur public	5,03	5,02	5,50	4,95	5,01	4,96	5,35	4,88	5,29	5,06	5,00	5,19	5,08	5,16
Secteur privé	5,08	5,08	5,19	5,12	5,11	5,11	5,04	5,25	4,87	4,70	5,28	5,17	5,05	4,99
- Durée moyenne des dépôts (mois)	19,8	27,0	16,9	18,1	12,7	20,9	13,1	29,7	20,0	17,1	37,4	18,4	11,9	12,6
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,1	3,6	3,1	3,2	3,5	3,2	2,9	3,2	3,5	3,7	3,4	3,1	3,2	3,1

*: données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du 4^{ème} trimestre 2010

A : Exportations

	Troisième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2010*	Variation (%)
Produits du cacao	120,20	109,86	-8,6
Produits du café	37,01	39,04	5,5
Produits du coton	54,78	59,34	8,3
Produits de l'anacarde	82,53	80,90	-2,0
Or et métaux précieux	226,17	245,17	8,4
Uranium	60,55	53,60	-11,5
Produits pétroliers	409,83	438,75	7,1
Caoutchouc	87,53	108,83	24,3
Produits divers	614,40	594,14	-3,3
TOTAL EXPORT	1693,01	1729,61	2,2

Montants en milliards de FCFA

(*) Données estimées

B : Importations

	Troisième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2010*	Variation (%)
Produits alimentaires	567,69	636,96	12,2
Produits énergétiques	931,92	963,47	3,4
Biens intermédiaires	533,50	567,92	6,5
Biens d'équipement	757,52	860,64	13,6
Produits divers	461,20	526,92	14,2
TOTAL IMPORT	3251,84	3555,90	9,4



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int